



ÉDITORIAL

Le défi de la dimension de genre

La JOCI est un mouvement engagé auprès des jeunes travailleurs et travailleuses qui veut répondre à leurs besoins et à leurs aspirations de classe et tente de représenter toute leur diversité. Depuis 2016, dans le cadre de sa campagne pour un travail juste avec une protection sociale adéquate pour tous, le mouvement a développé (par exemple) des campagnes spécifiques dans le secteur du travail précaire (chaînes de production, travail dans les maquilas/zones franches...), dans le secteur informel et dans l'économie solidaire.

La JOCI a encouragé les débats et les actions avec une approche de genre car l'exploitation est encore plus accentuée pour les femmes dans leur ensemble et spécifiquement pour les jeunes travailleuses, auxquelles nous nous adressons.

Dans les processus d'action et d'organisation réalisés, nous avons pris conscience des déséquilibres et des inégalités existant dans la société en ce qui concerne les droits des hommes et des femmes, bien que les lois ne les prévoient pas, ils restent presque toujours lettre morte.

À ce stade de l'histoire de l'humanité, le développement technique et le progrès mondial sous tous ses aspects n'ont pas été en mesure de garantir que les bénéfices du développement humain soient transmis de manière égale aux hommes et aux femmes. Pourquoi en est-il ainsi?

Dans ce numéro, nous voulons aborder la transversalité de la dimension de genre à travers une analyse de la situation au niveau international, reconnaissant les progrès réalisés et accordant une attention particulière aux activités et actions que les mouvements de la JOC développent dans les pays. Nous avons également recueilli des témoignages sur le soutien adulte aux actions et programmes dans ce secteur.

En juin, la JOCI a organisé un webinaire sur le sujet et cette publication souhaite aussi faire le lien avec cette activité. En portant notre regard sur cette dimension, nous voulons rendre visible ce qui se passe et apporter des éléments au débat dans la société.

COUP DE PROJECTEUR

- **La dette de la société envers les femmes**
- **Jeunes travailleurs et travailleuses : actions pour vaincre les inégalités structurelles**
- **Que faisons-nous dans les différents pays pour promouvoir la justice de genre ?**
- **Agir chaque jour pour transformer la société**
- **2022 : activités locales et internationales en faveur des jeunes travailleuses**
- **Économie sociale et solidaire : anciennes et nouvelles générations en action**

Le Bulletin de la JOCI est une publication semestrielle produite par la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Internationale (JOCI) avec le soutien de l'Association Internationale Cardijn (AIC). Il met l'accent sur les actions et activités de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne à travers le monde.

Équipe de rédaction :

Bernhard Bormann, Marinete Bayer, Michele Di Nanno, Ludovicus Mardiyono, Arlindo de Oliveira

Responsable de publication : Basma Louis

Bureau :

JOCI: Avenue Georges Rodenbach 4, - B - 1030.
Schaerbeek, Bruxelles. Tel: +32-2-242 18 11
Pagina Web: <http://www.joci.org>

La dette de la société envers les femmes : un regard spécifique sur la réalité des jeunes travailleuses



Photo: @ILO Convention 189

Il existe une myriade de textes sous forme de communiqués et de déclarations faisant allusion à des dates importantes pour les femmes travailleuses. Le présent article reprend les principaux contenus de ce que la JOC internationale a publié sur cette question, tant au niveau des problèmes majeurs que de la vision analytique et des pistes d'action que le mouvement a adoptées ces dernières années.

Bien que la réalité dont nous parlons n'ait pas beaucoup changé, comme constaté aussi dans d'autres domaines, la pandémie a accéléré et accentué les problèmes, surtout dans les contextes de plus grande pauvreté. Nous faisons ici allusion à une exploitation plus prononcée de la main d'œuvre, à la rareté des ressources, à la surcharge des tâches domestiques et à la violence au sein des foyers, entre autres.

Nous ferons référence aux contextes de pré-pandémie, de pandémie et de post-pandémie (si l'on peut considérer que cette étape est terminée).

Lorsque travail ne rime pas avec indépendance

Nadia, du Guatemala, nous confie :

« Je suis née dans une communauté indigène du Guatemala et mes parents ont dû migrer vers la capitale. J'ai dû commencer à travailler à l'âge de 14 ans pour pouvoir aller à l'école. J'ai travaillé pendant deux ans dans une maquila textile, dans la section de blanchisserie où j'avais un objectif de production de 2 500 pantalons qui devaient être contrôlés pour s'assurer qu'ils ne présentaient aucun défaut. Lorsque j'ai commencé, l'entreprise comptait 3 200 travailleurs, elle n'en compte plus que 1 800, car elle a procédé à des licenciements massifs. »

Des millions de jeunes femmes travaillent en usine dans de nombreux secteurs, dans des magasins et de grands centres commerciaux, comme employées de maison, dans des activités de soins de toutes sortes, dans les secteurs de l'éducation et de la santé, dans tous types de services sociaux, en milieu rural et dans bien d'autres domaines. Comme les hommes, les femmes souffrent de l'exploitation au travail mais, par ailleurs, elles souffrent de discriminations en termes de droits, lesquelles se manifestent par des salaires inférieurs, des contrats temporaires et des obstacles pour accéder à l'emploi liés au fait que ce sont des femmes.

Dans de nombreux cas, les femmes reçoivent moins pour le même travail. Le message implicite ou explicite qui en ressort est qu'elles sont moins qualifiées, ce qui est faux. La capacité à accomplir une tâche dans le monde du travail ne dépend pas du fait d'être un homme ou une femme, mais des possibilités de formation dont dispose chaque personne.

Fátima, du Pakistan, explique :

« J'ai postulé à de nombreux emplois dans différentes usines, mais en vain. J'ai finalement décidé de travailler comme employée de maison pour une société de logements. Il est plus facile de trouver un emploi comme travailleuse domestique qu'un emploi dans une usine. Mais le travail domestique n'est pas bien payé. »

La charge des tâches ménagères, la responsabilité de l'éducation des enfants, la double journée de travail et de ménage, déterminent la situation des femmes de la classe ouvrière : une situation de souffrance et de dépendance permanente. L'emploi est un facteur d'indépendance lorsqu'il permet de faire face aux besoins ; mais lorsque le travail occupe la majeure partie du temps et que ce qui reste doit être consacré à d'autres occupations non rémunérées, nous pouvons nous demander de quel genre d'indépendance nous parlons.

Travail domestique et soins : une réalité internationale

La JOC a toujours accordé une attention particulière au travail domestique, effectué presque exclusivement par des femmes. Cette réalité historique a fait l'objet d'actions et de luttes très importantes, menées tant par les militants et militantes de la JOC que par d'autres groupes organisés pour faire face à des situations qui peuvent souvent être considérées comme de l'esclavage.

Historiquement, ce qui caractérisait les employées de maison était le fait qu'elles vivaient dans la même maison que les familles ou les personnes pour lesquelles elles travaillaient, dans un espace séparé et isolé, conditionnées pour être disponibles à toute heure, souvent sans rémunération (elles travaillaient en échange du gîte et du couvert). Les filles et les jeunes femmes étaient enlevées à leur famille dès l'âge de 8-10 ans. Bien que quelques variations existent en fonction des pays, nombre de ces caractéristiques persistent encore aujourd'hui.

Pendant la pandémie, les soins sont devenus très importants, car la société était incapable de prendre en charge ses malades et ses mourants, souvent loin de leur famille et sans possibilité d'adieu. Or, depuis longtemps, ce sont les femmes qui, dès leur plus jeune âge, se chargent des soins au sein de leur propre famille et comme employées chez les autres. La chaîne de soins nous montre l'existence de mouvements migratoires de femmes entre pays et continents. Tout en subissant des discriminations parce qu'elles sont migrantes, noires ou analphabètes, elles se retrouvent sans contrat, sans réglementations les protégeant, avec de bas salaires, soumises à mille formes d'exploitation qui tentent de les maintenir pieds et poings liés pour qu'elles ne s'organisent pas, ne protestent pas, ne réclament pas de droits.

Le processus de reconnaissance du travail domestique est très lent. Aujourd'hui encore, de nombreux pays n'ont pas encore ratifié la convention 189 de l'OIT et les travailleuses domestiques ne disposent pas des outils nécessaires pour améliorer leur vie en jouissant des mêmes droits que les autres travailleurs et travailleuses.

La violence masculine

La violence à l'égard des femmes est également un problème historique, fondé sur l'idée que les femmes sont inférieures aux hommes et leur doivent obéissance à tous égards. Les jeunes travailleuses subissent des violences dans le cadre familial, sur leur lieu de travail, dans les espaces de loisirs, dans les relations affectives et dans les espaces publics en général. Les progrès technologiques permettent, entre autres, l'accès aux téléphones portables, ce qui favorise dans de nombreux cas le contrôle et le harcèlement des jeunes femmes par les hommes, principalement par leurs partenaires.

Une jeune du Gabon nous confie :

« Mon patron voulait que je sois tout le temps seule avec lui pour qu'il puisse m'embrasser de force. Il était très agressif. Il devenait très difficile de lui dire non. Je ne disais rien parce que je n'avais pas le choix, j'avais besoin de ce boulot. Il a fini par me renvoyer parce que je lui résistais. Ce jour-là, je suis rentrée chez moi en pleurant parce que je me suis rendu compte que j'étais à nouveau au chômage. »



@Photo: freepik.com

Pendant la pandémie, la violence domestique a augmenté dans des proportions alarmantes.

Les luttes et la contribution des mouvements féministes

La persistance des mouvements féministes, dans leurs multiples formes d'expression, a permis de proposer une vision de la société différente de celle du système patriarcal qui nous a dominés historiquement. Aujourd'hui encore, il existe des formations politiques dans différents pays qui s'opposent à cette vision féministe et visent un retour au passé dans le but d'effacer les progrès réalisés en matière d'égalité.

Ces dernières années, dans le monde entier, nous avons assisté à une multiplication et une diversification des formes de manifestation et, fait très important, à une incorporation massive de jeunes femmes et d'hommes solidaires et engagés dans la lutte des femmes pour obtenir une véritable liberté dans les différents domaines de la vie, l'égalité des droits et une reconnaissance en tant que personnes.

La JOC internationale et son rôle transformateur auprès des jeunes travailleurs et travailleuses

L'option de classe est compatible avec l'égalité entre les hommes et les femmes. Les processus de transformation sociale, politique et personnelle que la JOC développe régulièrement ont toujours impliqué une prise de conscience des inégalités de genre. Cela a entraîné des changements dans la réalité de l'accès au travail, de la formation professionnelle, du partage des tâches domestiques, des relations affectives positives et du respect interpersonnel. Tous les processus impliquent que les jeunes travailleuses aient une image positive d'elles-mêmes et deviennent autonomes dans tous les aspects de leur vie.

Cependant, en plus de développer les dimensions implicites des processus éducatifs propres à l'action militante, une attention spécifique est actuellement accordée aux revendications en matière d'égalité. Une commission a été mise en place pour suivre les processus menés dans les différents pays et continents, et elle a pu élaborer une première carte des actions, notamment :

-Exiger l'égalité des droits du travail pour et avec les travailleuses domestiques, au sein des groupes jocistes, par un travail en réseau avec d'autres organisations et par la présentation de revendications et de propositions aux institutions internationales.

- Campagnes contre le harcèlement sexuel
- Diffusion de matériel et formation
- Promotion et participation à des manifestations pour dénoncer et faire valoir certains droits.

Vive la lutte des femmes !

Nous incluons l'article qui suit, écrit par une personne extérieure à l'équipe de rédaction du bulletin, car nous pensons qu'il peut fournir des éléments de réflexion utiles pour le mouvement. Il est possible que le contenu et le langage diffèrent quelque peu des textes habituels publiés dans le bulletin. Nous nous sommes demandé s'il sera bien compris et comment il pourra être utilisé au mieux par les jeunes militant(e)s ou les jeunes en initiation. Nous nous permettons de suggérer des lectures en groupe afin d'en commenter le contenu. Et nous serions heureux de recevoir des critiques, qui sont toujours constructives, même si elles soulignent des lacunes et des insuffisances.

Quand les actions des jeunes travailleur.euse.s deviennent des actions transformatrices contre les inégalités structurelles



Photo: Future of work seminar in Indonesia, 2018

Par Gertraud Langwiesner

Les jeunes travailleur.euse.s subissent dans leurs vécus des inégalités structurelles : précarité, pauvreté, non accès à l'emploi, à des formations de qualité, à l'école, accès difficile aux soins de santé, aux droits fondamentaux (logement, eau, ...), violences envers les filles et les femmes et violences de genre. Les analyses de ces réalités sont fortement présentes dans la JOCI et affirment que nous vivons dans une société profondément patriarcale, raciste et capitaliste. Partout dans le monde, nous pouvons observer ces réalités de manière transversale.

Pour pouvoir faire face à ces inégalités structurelles, les féminismes sont des outils puissants de transformation de la société patriarcale, raciste et capitaliste. L'élaboration de plans d'actions avec une approche féministe est essentielle au changement de notre société.

Que signifie une approche féministe dans les actions/les plans d'action ?

Une approche féministe dans les actions nous pousse à analyser notre propre pouvoir, nos propres privilèges et notre propre compréhension du monde.

En adoptant une approche féministe, il est essentiel de se concentrer sur les droits des femmes et des filles – en tenant compte de la marginalisation supplémentaire due à l'origine, l'appartenance ethnique, la caste, l'orientation sexuelle, ... et de soutenir les droits des femmes.

Une approche féministe considère le genre comme un large spectre, qui va au-delà des catégories binaires hommes / femmes.

Une approche féministe implique également de travailler pour changer les systèmes et les structures qui contribuent à la marginalisation et à l'oppression d'une certaine catégorie de la population. Pour ainsi mettre fin à la pauvreté, aux violences de genre, ... Cette approche appelle à un changement radical dans les rapports de pouvoir entre les sexes. Ce qui signifie travailler sur les résultats – c'est-à-dire sur le progrès des droits des femmes et des filles et sur la justice de genre, mais aussi comment arriver à ce changement.

Il convient dès lors d'intégrer dans le processus de changement la manière de mettre en œuvre des actions en appliquant nos valeurs, en construisant les actions avec les personnes concernées, en prenant des décisions collectives et participatives, ...

Pour la JOCI, il est important de réfléchir à la façon de relever ce défi que représente la transformation des inégalités structurelles. Il est recommandé de travailler sur deux niveaux en même temps :

- Renforcer la capacité des jeunes femmes à être leaders et mener des actions transformatrices avec d'autres femmes, ou celles qui se définissent comme femmes ;
- Analyser et mener des actions de manière réflexive sur la pratique, se référer aux grilles de lectures qui s'attaquent aux racines des inégalités de genre et de race. Il est primordial de construire des actions ciblant les racines, les sources des inégalités des jeunes travailleur.euse.s et jeunes femmes.

Il convient de travailler les plans d'action/les actions d'intégration de genre de manière systémique et de les orienter de façon à ce qu'ils soient en lien avec les valeurs fondamentales du mouvement JOC.

Voici une grille qui permet de mieux comprendre l'analyse de « transformateur » de genre : de l'inconscience du genre, de la conscience du genre, à la sensibilisation au genre, jusqu'à la transformation de genre.

La conscience du genre :

Dans les actions/les plans d'action, le genre est souvent intégré de manière à ce qu'on reconnaisse que les jeunes travailleur.euse.s (filles, garçons, y compris les minorités de genre) sont touchées différemment ou peuvent avoir des rôles, des besoins, des vulnérabilités ou des capacités différentes. Le constat est fait de l'existence de déséquilibres de pouvoir entre les sexes, mais sans adaptation systémique proactive pour un changement ou une amélioration de ces situations d'inégalité.

La sensibilisation au genre :

Les actions /les plans d'action mis en œuvre reflètent les inégalités de genre et aussi l'impact ou les vulnérabilités qu'elles provoquent dans la vie des personnes (y compris les minorités de genre) en raison de ce déséquilibre de pouvoir entre les sexes. Donc les actions sont adaptées au mieux répondre aux besoins des groupes des jeunes femmes ou des femmes marginalisées.

La transformation de genre :

Les actions/les plans d'action vont au-delà du constat des inégalités de genre, de la vulnérabilité du public et du besoin de répondre aux publics spécifiques. Les actions/les plans d'action tiennent compte et répondent aux besoins de tous les publics (y compris les minorités de genre). Les rôles, les normes et les relations nuisibles entre les sexes sont pris en compte pour réduire les inégalités fondées sur le sexe.

Par exemple on peut se poser les questions suivantes :

- « Comment le renforcement des capacités peut-il permettre aux femmes, aux personnes non conformes au genre et aux groupes marginalisés d'acquérir plus de pouvoir ou d'accéder aux ressources, aux opportunités et aux espaces de prise de décisions et de les contrôler? »

- « Comment les femmes peuvent-elles s'organiser collectivement pour entraîner des changements à différents niveaux ? »
- « Comment aborder le renforcement des capacités si celui-ci était conçu en pensant aux groupes de genre marginalisés et s'il était conçu conjointement avec les groupes ? »

Cette approche transformatrice de genre exige une meilleure compréhension et reconnaissance des normes et des structures de pouvoir relatives au genre à différents niveaux :

Au niveau individuel :

- La « conscience et les capacités » comme la connaissance, les compétences, les convictions, les attitudes, la conscience politique et les engagements des personnes pour changer en faveur de l'égalité – niveau informel « Qu'est-ce qui doit changer en termes de conscience et de capacités ? »
- Les « ressources », comme l'accès personnel aux ressources matérielles (par exemple possession d'une carte d'identité, droit de vote, droit foncier, accès au travail et aux services de base, ...), organisation conjointe pour que le changement se produise – niveau formel « Qu'est-ce qui rend légitime et rend possible que les femmes, les hommes et les personnes non conformes aux genres vivent différemment l'accès aux ressources, au pouvoir et au contrôle ? »

Au niveau système de société :

- Les « normes et pratiques d'exclusion » comme les idées, les croyances, les normes sociales, les comportements et les pratiques d'exclusion dans la société en général, ainsi que les relations et les groupes informels qui les créent et les soutiennent – niveau informel « Qu'est-ce qui doit changer en termes de normes culturelles ? »
- Les « règles et politiques » c'est au niveau institutionnel, comme les lois, les politiques et les pratiques du gouvernement, des entreprises et d'autres institutions de la société. « Que faut-il changer en termes de politique, de lois ou d'actions gouvernementales ? »

**YOUR SUPPORT
MAKES A
DIFFERENCE**

Soutenez l'action des jeunes travailleurs et travailleuses

Vous pouvez soutenir nos actions et faire preuve de solidarité avec les jeunes travailleurs et travailleuses en action dans le monde entier.

JOC Internationale aisbl

Bank: Belfius. IBAN: BE50 0682 2908 4018

SWIFT code: GKCCBEBB

Certains mouvements féministes utilisent une grille d'analyse similaire, davantage connue sous le concept de « empowerment ». Concept qui analyse les plans d'action/les actions en termes de « pouvoir d'agir » à différents niveaux comme dans l'approche « transformatrice de genre ».

Très concrètement, si les actions/les plans d'action agissent dans plusieurs domaines de changement en même temps, le changement se fera plus rapidement et sera plus durable. Par exemple, en ce qui concerne l'image et la conscience de soi, les croyances, les attitudes, le comportement dans les relations intimes et le contrôle de son corps – ces dimensions sont étroitement liées aux normes, valeurs et pratiques collectives dans la société. Mais aussi aux normes culturelles de la société, lesquelles empêchent la pleine application des lois transformatrices de genre au niveau systémique dans la société.

Il est également très important de mettre en évidence l'interrelation entre l'égalité de genre, le changement organisationnel et les institutions (où les « règles du jeu » sont mises en place par les dynamiques de pouvoir au sein des communautés). En parallèle, il convient d'analyser l'interconnexion du sexe et du genre avec d'autres sources d'exclusion, de violence et d'oppression, telles que : l'origine ethnique, l'âge, la religion, la sexualité, la géographie, le handicap et l'affiliation tribale, en lien avec les réalités des contextes locaux. Il s'avère nécessaire d'analyser le contexte de la société sur les « différents niveaux de pouvoirs ».

Les actions /les plans d'action mis en œuvre dans l'optique de transformer les inégalités structurelles de la société devraient autant que possible être travaillés aussi en collaboration avec d'autres organisations, idéalement dans un réseau guidé par les principes et les approches féministes. Il convient de reconnaître l'importance de l'action collective des femmes et des jeunes femmes, et de travailler avec des collectivités et des organisations de défense des droits des femmes.



@Photo: ZZFF en Nicaragua

En particulier celles qui défendent les minorités ethniques ou les publics de sans-droits. Il s'avère très important d'établir et de maintenir des relations de respect mutuel dans les collaborations en vue de mener des projets/des actions ensemble.

Quelques défis à relever pour la JOCI

Il s'avère essentiel que les actions menées avec une approche de genre soient analysées avec les jeunes impliquées (des jeunes de milieu populaire, des exclues, des migrantes, des jeunes des identités genres, ...). Cette analyse devrait faire émerger les changements réalisés aux différents niveaux, sur le plan individuel, collectif, mais également les changements dans la société, les mentalités, les lois, Il faut oser questionner les relations de pouvoir et de domination dans une société, comme par exemple les sexismes, les racismes, le capitalisme... C'est souvent une confrontation très forte des valeurs et une mise en question du projet de société, mais cela permet d'avancer sur la transformation de la société allant vers plus d'égalité.

À partir de ces analyses, il convient de tirer des apprentissages, de manière à pouvoir agir, ... et surtout former des leaders, donner la place aux leaders féminins mobilisant d'autres jeunes femmes ou celles qui se définissent comme femmes pour mener des actions de manière collective.

Rendre visibles les réalités cachées, moins visibles et donner la parole aux invisibles (les exclues, les publics n'ayant pas accès aux droits, les migrantes y compris les minorités de genre, ...) et ce, comme partie prenante des actions/projets.

Il est important d'être très attentives à certains pays, et/ou à certaines communautés car les personnes, les leaders des actions/projets se mettent en danger ; leur vie elle-même est en danger. Comment garantir la sécurité de tou.te.s les jeunes impliqué.e.s dans les plans d'action/les actions?

La collaboration avec d'autres organisations, les collectifs de militantes sont des clés importantes dans le processus de changement de la société. Il convient de chercher des alliances pour augmenter l'impact des projets/actions en vue d'un changement de société. « Toute seule on va plus vite, ensemble on va plus loin ».

Il me semble nécessaire que les mouvements comme la JOCI réinventent leurs « radicalité » dans chaque pays/continent/et au niveau international afin de s'attaquer aux racines et aux causes de ces inégalités structurelles.

Gertraud Langwiesner est actuellement coordinatrice d'une organisation de femmes féministes membre du réseau du Mouvement Ouvrier Chrétien en Belgique. Elle a été secrétaire générale de la JOCI de 1998 à 2003.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à consulter le document d'Oxfam intitulé « Transformer les inégalités de genre » ou cliquez sur le lien suivant : <https://bit.ly/OxfamLibrary-Transforming-Gender>

Agir chaque jour pour transformer la société

Qu'avons-nous fait aux différents niveaux de la JOCI pour promouvoir la justice de genre au fil des ans ? Quelles actions liées au genre avons-nous mises en œuvre dans les différentes régions ?

Tout d'abord, il convient de souligner que personne ne peut sous-estimer le rôle extrêmement important des femmes au sein de la société et, disons-le, aux quatre coins du monde. Et pourtant en même temps, elles demeurent le pilier le plus vulnérable de la société.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, malgré les progrès et la grande évolution technique de la société dans son ensemble, les femmes restent désavantagées par rapport aux hommes ! Elles se heurtent à des inégalités historiques persistantes.

Les défis du monde actuel, tels que les avancées technologiques et numériques, les pandémies et les guerres récentes et moins récentes, montrent que ce sont les femmes qui continuent de souffrir le plus :

- Dans les ménages, ce sont les femmes qui sont chargées de s'occuper des membres de la famille, de nettoyer, de cuisiner et d'effectuer toutes les tâches liées à l'entretien de la maison. Ce sont des emplois qui ne sont pas reconnus socialement, ce qui place les femmes dans une situation d'infériorité et de dépendance.
- Les rues ne sont pas des lieux sûrs pour les femmes, qui sont exposées au harcèlement, au viol et à la violence en général.
- Sur le lieu de travail, l'égalité en matière de rémunération n'est pas respectée. Les progrès sont très lents, voire inexistant dans la plupart des pays. Il est courant que les femmes reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes pour des tâches identiques ou similaires. La grossesse et le mariage sont souvent des motifs de licenciement.

Ce ne sont là que quelques points que nous mettons en évidence à partir de l'analyse de la réalité réalisée par la JOCI tant au niveau national qu'international. Ces éléments constituent le point de départ du mouvement pour agir en faveur des droits des jeunes travailleuses, vers l'égalité et l'équité de genre. En d'autres termes, il s'agit de lutter pour que les hommes et les femmes aient droit à une éducation de qualité depuis la petite enfance jusqu'à l'âge adulte, pour qu'ils et elles aient les mêmes chances sur le plan social et professionnel, pour qu'à travail égal, le salaire soit égal, et pour que le partage des responsabilités au sein du foyer soit équilibré.

L'égalité signifie aussi que les espaces publics appartiennent à toutes et tous, sans risques.

La JOCI est donc en mouvement, développant des actions, des activités de sensibilisation et des services pour une plus grande égalité des chances pour les jeunes travailleuses.

Quelques exemples de campagnes internationales où les femmes sont également aux commandes :

Ces dernières années, la JOC internationale a développé des actions dans différents secteurs où les jeunes travailleurs et travailleuses sont actifs.

En 2019 et 2020, la JOC Internationale a lancé une campagne sur les chaînes de production, et plus particulièrement sur les entreprises multinationales du secteur de l'habillement et de la mode, mettant l'accent sur les actions menées dans les maquilas d'Amérique latine et d'Asie. Cette campagne s'est trouvée renforcée par les discussions tenues par l'OIT elle-même sur le sujet.

(Double-cliquez ici pour regarder l'intéressant documentaire produit par la JOC America https://youtu.be/R_hGf-qroOA)



La JOCI a notamment développé des actions et présenté les revendications de l'une des réalités les plus présentes dans la vie quotidienne des jeunes d'aujourd'hui, à savoir le travail dans le secteur informel. Par ailleurs, des processus d'action sont mis en œuvre avec les jeunes dans le domaine de l'économie solidaire.

Quelques exemples d'actions au niveau des mouvements nationaux :

Au Pérou, la JOC organise des groupes de 'travailleuses domestiques'. Ces jeunes travailleuses domestiques se réunissent régulièrement en groupes pour discuter et réfléchir à leurs conditions de vie et de travail. Les principaux problèmes qu'elles signalent sont, entre autres : l'absence de contrat ou un contrat de travail inéquitable ; les abus et la violence de l'employeur ; l'isolement ; l'absence de droit au repos le week-end et l'absence de congés payés. Elles mènent ces actions en alliance avec les syndicats et des institutions telles que l'Institut pour la promotion et la formation des travailleuses domestiques (IPROFOTH).

La JOC du Paraguay organise également les 'travailleuses domestiques' en mettant à leur disposition une maison et un logement. Elles ont accès à ce service, par exemple le week-end, et ne sont donc pas obligées de rester au domicile de leur employeur. La JOC contribue aussi à l'éducation de ces jeunes femmes avec des cours d'alphabétisation.

La JOC du Congo organise des jeunes travailleuses confrontée à une réalité très peu discutée, celle du handicap, notamment la cécité. Dans une enquête menée par le gouvernement congolais, les femmes et les filles subissent quotidiennement toutes sortes de violences : 83% sont victimes de violences psychologiques, 31% de violences sexuelles, 26% de violences physiques et enfin 4% de violences économiques. La réalité des femmes en situation de handicap est encore plus pénible.

En Égypte, la JOC continue d'organiser des actions dans les usines et les communautés. L'un des principaux problèmes est le harcèlement sexuel des travailleuses. La JOC encourage les activités de sensibilisation et organise régulièrement des réunions dans les groupes de base pour discuter de la question. Pour reprendre les termes d'une jeune Égyptienne, « il faut changer les mentalités. Je suis victime de discrimination en tant que femme célibataire de 25 ans qui vit dans un pays où la plupart des femmes se marient à 18 ans ».

Au Nicaragua, le mouvement mène une importante campagne pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et l'éradication de la violence et du harcèlement sur le lieu de travail par le biais de la Convention 190 de l'OIT.

Avec les syndicats et d'autres organisations, ils déclarent que "la ratification de la convention 190 et sa mise en œuvre effective, en conjonction avec la recommandation 206, donneront à tous les travailleurs le droit à un monde du travail exempt de violence et de harcèlement. Quelle que soit la forme de leur relation contractuelle, qu'ils travaillent dans l'économie formelle ou informelle, ou dans un environnement rural ou urbain".

Dans le cadre de la campagne, ils ont organisé des formations pour accroître leurs connaissances au sujet de la C190/R206. Ils ont organisé une journée de formation sur les droits et le leadership des femmes. Au début de l'année, elles ont organisé une réunion nationale des travailleuses de zones franches. Ils ont renforcé leurs alliances avec les organisations syndicales et sont membre de la table ronde syndicale pour la ratification de la Convention 190. Enfin, ils ont rendu visite aux décideurs politiques pour discuter et présenter les demandes de ratification et de mise en œuvre de la convention par le gouvernement.



@Photo: YCW Nicaragua

En Indonésie, la JOC s'emploie depuis de nombreuses années à créer des syndicats dans l'industrie textile pour réclamer des salaires plus élevés, des journées de travail de 8 heures, la sécurité sociale et des congés de maternité. Dans certains cas, l'organisation a eu pour point de départ les licenciements collectifs de travailleurs, qui ont un impact et des conséquences encore plus grands sur la réalité des femmes.

C'est ainsi que la JOCI poursuit sa mission d'organisation et de sensibilisation de la jeunesse, encourageant notamment les jeunes travailleuses à lutter pour leurs droits, le respect et l'égalité. Par exemple, dans ces usines, de nombreuses femmes enceintes sont licenciées sans aucune indemnité. Les dirigeantes indonésiennes prennent cela au sérieux et, avec d'autres travailleuses, elles s'organisent et se battent pour leurs droits jusque devant les tribunaux s'il le faut.



Photo: @JOC Allemagne

Depuis plusieurs années, la JOC allemande mène des actions en faveur de l'égalité des droits, de l'égalité des chances et de salaires équitables, indépendamment du sexe. Le mouvement est très actif dans la campagne autour de la « Journée de l'égalité salariale », une réalité mise en avant par les hautes institutions en Allemagne.

Selon des études menées par l'Office fédéral des statistiques, « les femmes perçoivent actuellement un salaire inférieur de 21% à celui des hommes pour leur travail ». La conséquence de cet important écart salarial est que les femmes travaillent gratuitement chaque année du 1er janvier au 18 mars, soit 77 jours, alors que les hommes sont rémunérés pour leur travail dès le 1er janvier.

Les activités ont été menées pour que la JOCI réaffirme la nécessité pour les jeunes femmes

Chaque année, nous célébrons la Journée internationale de la femme au travers d'activités et d'événements de sensibilisation, de dénonciation et de formation. En voici quelques exemples concrets :

- **Nicaragua** : Semaine de sensibilisation pour la ratification de l'accord 190/R206 « Pour lutter efficacement contre la violence et le harcèlement, les gouvernements doivent prendre des mesures dans un certain nombre de domaines, notamment dans les lois et les politiques liées au travail et à l'emploi, à l'égalité et à la non-discrimination, à la migration, à la sécurité et la santé au travail, et dans le droit pénal. »
- **Ghana** : Sessions de formation pour l'autonomisation des jeunes femmes.
- **Pérou** : Webinaire sur Zoom et Facebook pour répondre à la question : « Comment a-t-on célébré le 8 mars dans ta région ? »
- **Haïti et Philippines** : Déclaration et communication à leurs militant(e)s et membres.
- **Paraguay** : Organisation de manifestations.

Au niveau international, pendant la pandémie, ne pouvant se rencontrer pour un échange en présentiel, la commission genre a organisé plusieurs sessions virtuelles pour partager les réalités et situations de vie. Elle a organisé trois échanges en fonction des groupes linguistiques : un en anglais, un en français et un en espagnol.

Au cours de cet échange, les délégué(e)s ont découvert des points communs à tous leurs mouvements nationaux. « Nous travaillons tous pour l'autonomisation des jeunes femmes », ont conclu les délégué(e)s anglophones. Conviction commune exprimée en français : « Notre valeur est d'accepter les gens comme ils sont ». De même, certaines recommandations visant à renforcer nos actions étaient présentes dans chaque groupe linguistique :

- Valoriser les petits changements qui se produisent chez toutes les personnes impliquées dans nos processus ;
- Avoir clairement en tête les objectifs de chaque processus ;

- Réfléchir à ce qui se passe dans notre mouvement car nous voulons prendre des initiatives qui nous amèneront à vivre la nouvelle société à partir de nos propres actions et attitudes ;
- Utiliser les outils de genre de la JOCI dans notre formation ;
- Vérifier dans nos pays si les gouvernements ont ratifié la convention de l'OIT sur la violence fondée sur le genre.

Les jeunes travailleurs et travailleuses veulent rester en contact et continuer à échanger. Les francophones ont immédiatement créé un groupe sur les réseaux sociaux, tandis que d'autres ont décidé d'inviter d'autres mouvements nationaux à leurs activités.

Comme l'a confié Errol, le coordinateur philippin d'ASPAC : « J'ai beaucoup appris du débat. J'aimerais vraiment continuer, apprendre davantage et aussi participer aux réunions d'autres mouvements nationaux. » Ces dernières années, la JOCI a développé des outils pour aider les mouvements membres à découvrir l'importance de la question du genre et la nécessité de mettre en œuvre ces outils et d'agir pour s'attaquer à tous les stéréotypes, aux discriminations et aux violences auxquels les femmes sont confrontées chaque jour partout dans le monde.

Les outils ont été envoyés aux mouvements nationaux et certains ont déjà été utilisés dans le cadre de sessions de formation et de renforcement des capacités avec des militant(e)s et des responsables.

Le Ghana et l'Égypte nous expliquent :

« Dans notre formation, lorsque nous avons demandé ce qu'incarnait le mot 'femme', on nous a répondu 'vaniteuse, lunatique, incompréhensible, la joie de la maison, employée de maison, folle, obéissante, émotive, énergétique, endurente'. »

« Et les participant(e)s ont associé le mot 'homme' à 'humiliation au travail, lassitude, malheur, machisme, logique, responsabilité, argent et travail, pourvoyeur d'argent. »

Par ailleurs le 20 juin, par le biais de sa commission genre et de son équipe internationale, la JOC Internationale a organisé un webinaire qui avait pour thème « l'approche transformatrice de la JOCI dans la lutte pour l'égalité des genres ». Elle a pu compter sur la participation de plus de 40 responsables, pour la plupart des jeunes travailleuses originaires d'une trentaine de pays différents.

Lors du webinaire, les participant(e)s ont pu débattre d'un certain nombre d'éléments se rapportant aux inégalités de genre et aux spécificités des luttes des jeunes travailleuses. Des pistes d'action ont notamment été partagées et discutées et notre réflexion a porté en priorité sur les questions suivantes: « Que devons-nous changer en termes de conscience et de capacités, dans la société et au sein du mouvement? » - « Que devons-nous changer sur le plan des normes culturelles? » - « Que devons-nous changer en termes de politiques, de lois ou d'actions gouvernementales? »

Les discussions du webinaire s'avèrent être essentielles et déterminantes car elles contribueront à l'élaboration du plan d'action stratégique de la JOCI pour les 4 prochaines années, lequel sera finalisé lors du conseil mondial qui se tiendra au Pérou.

En résumé, en les organisant, en les formant et en renforçant leurs capacités, la JOCI continue de donner aux jeunes travailleurs et travailleuses des différentes régions les moyens de faire entendre leur voix, de combattre pour leurs droits et de lutter pour leur vie.

La JOCI vous invite à participer à son webinaire sur l'égalité entre hommes et femmes



"L'approche transformatrice de la JOCI dans le cadre de la lutte pour l'égalité des genres"

RÉSERVEZ LA DATE! **Lundi 20 juin**
de 14h30 à 17h30 (CET, heure de Bruxelles)

Langues : anglais, français et espagnol

Via Zoom

Veuillez vous inscrire sur joci@joci.org



Photo: @JOCI Webinaire, juin 2022

Collaboration entre les anciennes et les nouvelles générations de militant(e)s de la JOCI



Photo: @JOC Venezuela

Processus d'action jociste dans le domaine de l'économie sociale et solidaire

La collaboration entre anciennes et nouvelles générations de militant(e)s jocistes porte ses fruits en termes de lutte et d'organisation sociale, à travers des actions menées par, pour et avec les jeunes dans différents domaines.

C'est le cas de l'économie sociale et solidaire, qui germe et se développe sur différents continents. Il s'agit de projets économiques qui, en plus de répondre aux besoins élémentaires, placent l'être humain au centre de leur objectif final, fondant leurs actions sur les valeurs de coopération, de mutualisme et de solidarité et combinant objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

En juin, la JOC internationale a participé, une fois de plus, à Genève, à la Conférence internationale de l'OIT – Organisation internationale du Travail[1], qui promeut le débat entre les représentants des travailleurs, des employeurs, des gouvernements et des organisations de la société civile, dans le but d'élaborer des stratégies et d'éventuelles normes pour renforcer ces expériences dans le monde.

Afin de contribuer à ces débats et de faire connaître notre travail, nous avons recueilli des témoignages relatifs à certaines expériences, cela grâce à la collaboration d'anciens et d'actuels militants et jeunes en initiation dans différents pays. L'inclusion de cet article dans ce numéro du bulletin JOCI/AIC est une invitation au débat à la base du mouvement et avec nos réseaux d'action, mais elle vise également à attirer l'attention sur la spécificité de la contribution et des revendications des jeunes travailleurs et travailleuses dans ces processus.

Réponse face aux besoins alimentaires, Barquisimeto, Venezuela

Au Venezuela, sur fond de crises que traverse dernièrement le pays, un grand nombre de jeunes et d'adolescents se retrouvent au chômage et se heurtent à des problèmes récurrents, notamment celui de nourrir leur famille. Le groupe de base JOC situé dans la communauté de Carorita, à Barquisimeto, a analysé les besoins des jeunes et a formulé de multiples propositions pour répondre à leurs problèmes. Les jeunes ont décidé d'agir et de chercher des alternatives saines et bon marché. Ils ont choisi de développer une action socio-productive avec l'élevage de lapins et d'autres animaux destinés à leur propre consommation, cela dans le cadre d'une initiative visant à soutenir leurs familles.

Ils ont mené une campagne financière qui leur a permis d'acheter des lapins et des aliments pour animaux. Ils se sont lancés dans l'élevage et leur plus grand enclos produit des lapins destinés à la consommation humaine et à la vente à d'autres fermes et commerces. La commune les reconnaît désormais comme des petits producteurs.

Norelsys, actuellement éducatrice, a été militante et coordinatrice nationale de la JOC du Venezuela de 1998 à 2005. En 2020, elle a commencé à collaborer en tant qu'adulte au mouvement national et au groupe de Carorita. À propos de son rôle auprès de l'équipe de jeunes, Norelsys explique que « mon rôle au début était de les accompagner car la pandémie ajoutait encore aux difficultés que connaissait déjà le pays et il était difficile pour eux de se réunir pour faire le point sur le processus. Avec deux autres adultes, nous avons visité leurs enclos à plusieurs reprises, nous les avons encouragés à rassembler leurs faits de vie et à réviser leur expérience de ces enclos, à valoriser les petites réalisations qui n'étaient pas très visibles pour eux et à examiner les perspectives ».

Il est également « important pour eux de se sentir accompagné(e)s et de faire partie d'un mouvement, car dans la région où ils vivent, la connexion internet est presque inexistante et les canaux numériques étaient le moyen de communication des autres jocistes du pays pendant la pandémie. Puis, au fur et à mesure que les mesures sanitaires se sont assouplies et que la situation au niveau de la mobilité dans la ville s'est améliorée, Carorita est devenue un point de rencontre pour les jeunes d'autres communautés qui avaient participé à la JOC lors d'expériences précédentes, comme l'action à l'école technique il y a quelques années. »

Toujours selon la jeune collaboratrice, « c'est une expérience nouvelle et enrichissante, dans laquelle nous, les anciens de la JOC, avons un engagement à vie avec le mouvement, lequel nous a permis de transformer nos vies et de devenir les militants que nous ne cesserons jamais d'être ».

Marcos Rondón, ancien militant de la JOC du Venezuela et ancien coordinateur continental de la JOC des Amériques, accompagne depuis cinq ans une expérience d'association informelle de jeunes charretiers sur le marché 'Las Pulgas' de Maracaibo. Selon Marcos, « cette action est fortement affaiblie par trois facteurs dans le contexte vénézuélien :



Photo: @JOC Pérou

une crise économique et sociale résultant des sanctions économiques contre le pays, la pandémie de Covid-19 qui a imposé un confinement et la fermeture du marché, et la migration vers le pays voisin, la Colombie. Ces raisons et d'autres liées à la réalité du Venezuela et de la JOC ont poussé le mouvement à mener une enquête en 2020 et 2021 avec le soutien d'anciens militant(e)s. Mon rôle a été de contribuer à l'élaboration de l'enquête, de la transmettre à certains jeunes en contact et de la collecter. Ensuite, avec les militant(e)s, un espace pour les répondants a été préparé et mis en place dans ma ville, permettant une initiation au mouvement ».

De l'économie informelle à l'économie collaborative, Congo

Au cœur de l'Afrique centrale, au Congo, une expérience d'économie sociale et solidaire fait ses premiers pas. De nombreux jeunes travaillent dans les plantations, les ateliers, les magasins et les services. Il s'agit de migrants, d'apprentis, de travailleurs contractuels et temporaires. Beaucoup travaillent également dans l'économie informelle ou sont encore en train d'étudier. Il est très difficile de trouver un emploi.

Cherchant des solutions à ce problème, grâce à la formation et à la méthode Voir-Juger-Agir, la JOC propose une réponse organisée et participative aux jeunes : une coopérative.

Le mouvement constate que dans le monde d'aujourd'hui, la numérisation est partout. C'est pourquoi ils veulent offrir une formation aux jeunes dans le domaine des technologies de l'information, afin de développer leurs compétences informatiques, ce qui les aidera à s'intégrer sur le marché du travail. Compte tenu de l'incidence des inégalités fondées sur le genre, en particulier dans les communautés vulnérables où participent les jeunes femmes, l'organisation d'une coopérative doit avoir ces jeunes femmes comme priorité.

À l'invitation de la coordination panafricaine, Freddy, originaire de la République Démocratique du Congo, a été extensionniste à la JOC du Congo, où il a été permanent entre 2001 et 2006. Partant de son expérience, il dit que « les anciens nous ont transmis leur savoir et leur esprit de combat. Je dois aussi apporter ma contribution pour que le mouvement continue à vivre de génération en génération. Le monde évolue, les réalités des jeunes sont de plus en plus déplorables ».

Pour Freddy, la collaboration des adultes dans un mouvement de jeunesse doit être bien définie, limitée et toujours respectueuse de leurs propres aspirations : « Je ne prends pas la place des jeunes ni de décision à leur place. Je suis comme le sel que l'on ajoute à la sauce pour que le travail soit guidé par les principes du mouvement et les intérêts des jeunes ».



Photo: @JOC Congo

Identifier des marchés de niche solidaires à partir d'activités traditionnelles, Pérou

Au Pérou, où se tiendront le prochain conseil international et les sessions de formation de la JOCI, le mouvement a déjà une longue histoire de débats et d'expériences d'action dans ce secteur. La JOC du Pérou est entrée dans le monde de l'économie sociale et solidaire[1] avec, au départ, peu d'informations, un besoin de formation et surtout avec beaucoup de questions ; par la suite, des projets sociaux visant à former, sensibiliser et promouvoir l'économie sociale et solidaire ont pris forme.

Face aux chiffres réellement alarmants du chômage des jeunes, des processus de travail sont développés dans différentes villes, notamment à Pawana Anak Nauta (production de céramiques), Chiclayo (commercialisation de produits issus du tissage artisanal) et Lima (production par des techniques de culture hydroponique et réseau de commercialisation).

La communauté autochtone de Pawana Anak Nauta fabrique des céramiques traditionnelles depuis plusieurs décennies. Cependant, dans leur analyse, les jeunes de la JOC ont identifié une perte des traditions, de la culture et des coutumes dans la communauté, surtout au sein des nouvelles générations. C'est pourquoi ils ont entamé ce processus, dans une perspective de transformation et de revalorisation de la médecine, du quechua et de la céramique traditionnelle.

Grâce à ce travail, les jeunes promeuvent l'innovation basée sur une tradition populaire, en ajoutant de la valeur au produit et en générant des revenus pour les personnes engagées dans le processus.

Avec le soutien d'autres organisations, dont WSM, la JOC du Pérou a organisé un cours de formation virtuel sur la conception de projets, entre autres sur les aspects liés au commerce équitable, aux études de marché, à la gestion économique. Ce cours était ouvert aux communautés et aux personnes extérieures. « Dans le cadre du projet, nous nous sommes fixé différents objectifs, comme l'amélioration de la finition, l'introduction de nouvelles techniques de peinture et la fabrication de céramiques pour décorer les tables. Ce processus a été important car il nous a renforcé(e)s dans différents domaines et, surtout, il nous a donné l'occasion de grandir », a déclaré l'une des jeunes travailleuses responsables de cette action.

Selon Filipe, actuel coordinateur national de la JOC du Pérou, dans certaines communautés, il y a d'anciens militants et des collaborateurs adultes qui, en partant de leur vécu et de leur expérience, contribuent inlassablement au renforcement des actions lorsque la JOC le leur demande.

De son point de vue, « à l'instar de la JOC péruvienne, de nombreux adultes sont également en phase d'apprentissage de l'économie solidaire et construisent ainsi ensemble des opportunités d'emploi alternatives ».

L'économie sociale et solidaire et l'importante présence des jeunes femmes

Les principes de base de l'économie sociale et solidaire sont en parfaite adéquation avec les besoins et aspirations des travailleuses et représentent un défi d'apprentissage pour les jeunes femmes. Mettre la personne au centre, une culture d'entreprise avec une vocation de gestion participative, la défense et l'application des principes de solidarité et de responsabilité, l'utilisation des excédents pour des objectifs d'intérêt général, la durabilité et la protection de l'environnement, sont autant de concepts qui se développent progressivement dans les expériences menées dans de nombreux pays et sur différents continents.

La présence des femmes dans l'économie est évidente.



Photo @JOC Pérou

Il est évident qu'il faut rendre visibles toutes les tâches non rémunérées ou mal payées qu'effectue cette moitié de la population dans les domaines de la santé, de l'éducation, dans la sphère domestique et communautaire en général. Et bien sûr dans les professions traditionnellement masculines, où leur présence s'est consolidée, dans les milieux industriels, commerciaux et numériques et dans les services publics en général.

D'innombrables mouvements sociaux, associations, organisations spécifiques de femmes et/ou féministes, ainsi que le monde académique, mettent en évidence la relation étroite entre la réalité, les formes d'organisation des femmes et l'économie sociale et solidaire. Tant en termes quantitatifs (chiffres réels) que qualitatifs (participation politique), l'impact des femmes dans l'économie sociale et solidaire est indéniablement significatif. Que ce soit dans la production, la commercialisation ou la gestion, elles participent activement aux alternatives existantes.

Dans certaines de ses études, Sophie Charlier[1], professeur à l'Université catholique de Louvain, analyse l'existence de liens entre la participation des femmes à une organisation d'économie solidaire et la possibilité d'accroître leur 'empoderamiento' (autonomisation).

À la JOC, la prise de responsabilité des jeunes femmes est évidente dans chacune des expériences mentionnées précédemment. Norelsys et Marcos le soulignent : le leadership, la participation effective et engagée des jeunes travailleuses dans les processus d'action en sont la preuve.

Dans les actions susmentionnées, nous soulignons d'abord la présence et ensuite le leadership, car ce sont les jeunes travailleuses qui prennent les initiatives, consacrent leur temps, leur motivation et leur énergie, et font avancer les activités de production, de gestion et de commercialisation des produits. Il s'agit de processus par lesquels elles s'autonomisent elles-mêmes, ainsi que leur entourage.

Vous pourrez suivre ces exemples de lutte et de militantisme pour la vie sur le site web de la JOCI, dans la section consacrée à l'AIC.

- [1] À l'ordre du jour de la 110e session (2022) de la Conférence internationale du Travail (CIT), un point relatif à « L'économie sociale et solidaire (ESS) au service d'un avenir du travail centré sur l'être humain ».
- [2] *Economía Social y Solidaria en la JOC Perú* (jocperuvidayaccion.blogspot.com)
- [3] CHARLIER, S., (2005), *L'économie solidaire au féminin, quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes*, Institut d'études du développement, Université catholique de Louvain-la-Neuve



JOCI-IYCW

La JOCI est un mouvement d'éducation par l'action qui se base sur les expériences que vivent les jeunes travailleurs et travailleuses. La JOC a pour point de départ les situations personnelles et collectives que vivent les jeunes travailleurs et travailleuses au quotidien et les valeurs qui existent dans la société et qui sont en contradiction avec leurs convictions et aspirations.

La JOC opte pour l'éducation des jeunes travailleurs et travailleuses. Il s'agit de la tâche spécifique et primordiale de la JOC si elle veut atteindre son objectif de libération des masses.

Avenue Georges Rodenbach 4, - B - 1030.
Schaarbeek, Bruxelles. Tel: +32-2-242 18 11
YouTube: Joci-Iycw, Instagram: @joci_iycw
Facebook: Joci Internacional - International Ycw
Website: www.joci.org



ICA - AIC

L'Association Internationale Cardijn (AIC) est une organisation sans but lucratif dont l'objectif est de servir les générations actuelles et futures de jeunes travailleurs et travailleuses à travers le monde.

L'AIC apporte un soutien financier aux projets mis en œuvre par les jeunes travailleurs et travailleuses afin d'améliorer leurs capacités à prendre des responsabilités et à changer leurs conditions de vie et de travail. Ce faisant, ces jeunes peuvent trouver la place qu'ils méritent dans la société et la dignité inhérente à tout être humain.

Avenue Georges Rodenbach 4, - B - 1030.
Schaarbeek, Bruxelles. Tel: +32-2-242 18 11
Website: www.cardijn.net/en/